



FORMULAIRE 4.4 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF) RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET

PAYS: République Centrafricaine (RCA)
PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 1^{ER} JANVIER – 31 DÉCEMBRE

Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: Appui au Redéploiement de l'Administration Territoriale et à la Révitalisation Socio-économique des communautés (ARAT-RSE)
Numéro du Programme (*le cas échéant*) 00097371
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):¹ 00097202/IRF-129

Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme:

- PNUD
- OIT

Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales:

- Ministère de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et Régionalisation (MATDR)
- Ministères sectoriels et Institutions nationales (Education, Santé, Affaires sociales, Sécurité, AGETIP-CAF)
- Autres agences des Nations Unies
- ONG nationales et internationales

Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)

- PNUD: **2,732,500 US\$**
- OIT: **267,500 US\$**

Contribution gouvernementale (*le cas échéant*)

Autres contributions

(donateurs) (*le cas échéant*)

- PNUD : **1,000,000 US\$**
- OIT: **100,000 US\$**
- A mobiliser: **920,958 US\$**

TOTAL: 5,0200,958 US\$

Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 23 mois

Date de démarrage²
(*jour/mois/année*) 25/11/2015

Date de fin prévue à l'origine³ 30/04/2017
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle⁴
(*jour/mois/année*) 30/04/2018

¹ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

² La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

³ Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

⁴ S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Rapport soumis par

Nom: Natasha Van Rijn

Titre: Directeur Pays

Organisation participante (principale): PNUD

Courriel: natasha.van-rijn@one.un.org

PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet contribue:

<i>Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet contribue. N/A</i>
<i>Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet contribue. N/A</i>

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: en retard

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: La reprise rapide des fonctions de gouvernance locale est effective et favorise la stabilité et le relèvement des communautés

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Produit 1.1:

- la 2ème enquête sur l'état du redéploiement de l'Administration réalisée en 2016.
- Le déploiement en 2017 de 15 VNU nationaux auprès des Préfets et sous-Préfets a contribué au renforcement du suivi du redéploiement et de la présence des fonctionnaires de l'Etat sur le terrain,
 - Nomination en Août et Sept. 2017 de 16 nouveaux Préfets et 71 sous-Préfets qui ont été formés avant leur déploiement sur le terrain (appui projet ARAT et MINUSCA)

Produit 1.2:

- Réhabilitations entreprises en mars 2017 sur 9 bâtiments administratifs (5 devraient être achevés d'ici fin 2017 et 4 sont retardées par l'insécurité à Bria et à Obo). Deux autres bâtiments pillés par les groupes armés ont bénéficié d'une légère réhabilitation à Kaga-Bandoro. Enfin, 2 autres réhabilités par la MINUSCA sont en cours d'équipement par le projet.

Produit 1.3:

- Une stratégie nationale de restauration de l'autorité de l'Etat élaborée et validée en Sept. 2017 (appui conjoint du projet et MINUSCA).

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière

évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

La contribution du projet à la reprise de la gouvernance locale est aux conditions de stabilisation et de relèvement est effective. A l'échelle nationale, en synergie avec les interventions d'autres acteurs dont la MINUSCA, le projet a favorisé le renforcement du système de coordination du redéploiement à travers la redynamisation de la CNRAP et contribué, à travers le plaidoyer soutenu mené auprès du Gouvernement, au déploiement rapide de personnels essentiels dans certaines localités (cas du déploiement de médecins à Obo et à Birao, chefs-lieux des préfectures les plus éloignées de Bangui et les plus difficiles). De même, il a appuyé l'élaboration d'une stratégie nationale de restauration de l'autorité de l'Etat, qui a été validée lors d'un atelier organisé du 6 au 8 septembre 2017 sous la présidence du Premier Ministre et Chef du Gouvernement avec la participation du Représentant Spécial du SG de Nations Unies ainsi que l'ensemble des acteurs nationaux et partenaires au développement (une feuille de route pour la mise en œuvre de ladite stratégie vient d'être élaborée). S'inscrit dans ce cadre la formation et le renforcement des capacités des 16 Préfets et 71 sous-Préfets nouvellement nommés par le Gouvernement, afin de les préparer à une meilleure gestion de leurs circonscriptions administratives dans un contexte politique et sécuritaire encore fragile (appui conjoint du projet et de la MINUSCA). Ces formations ont porté sur, entre autres : la déontologie administrative, le leadership dans la gouvernance locale, les rapports entre administrateurs territoriaux et autres institutions et acteurs clés, la protection des civils et les techniques de base de prévention et de gestion des conflits.

Sur le terrain, les interventions du projet se traduisent notamment par : (i) l'opérationnalisation des coordinations préfectorales et sous-préfectorales du redéploiement de l'Administration sur le terrain (démembrement de la CNRAP sur le terrain) et (ii) l'amélioration des conditions de travail des FAE à travers la réhabilitation et l'équipement des bâtiments administratifs. A cet effet, en coordination étroite avec le Ministère chargé de l'Administration territoriale, 15 VNU nationaux ont été recrutés, formés et déployés auprès des autorités administratives territoriales (Préfets et sous-Préfets) des zones d'intervention du projet (Centre et Est du pays). Par ailleurs, participe à la même dynamique le lancement d'un vaste programme de formation et de renforcement des capacités des fonctionnaires et agents de l'Etat ainsi que des cadres et responsables des collectivités locales (voir résultat 3 du projet). Les effets combinés de ces différentes actions favorisent une relance progressive de l'Administration territoriale et de la gouvernance locale, en dépit de la persistance de la fragilité de la situation sur le terrain (plusieurs localités des zones d'intervention du projet connaissent une recrudescence des violences depuis Avril/Mai 2017).

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Le principal retard enregistré pour ce résultat concerne la réhabilitation des édifices publics à Bria et Obo. Alors que la lettre d'accord a été signée avec le maître d'ouvrage délégué depuis Mars 2017 et que toutes les dispositions avaient été prises pour l'exécution des travaux au courant de l'année (acquisition de certains matériaux à Bangui et négociation avec un fournisseur depuis le Soudan du Sud pour les autres), les travaux n'ont pu être lancés sur le terrain en raison, d'une part, la flambée des violences à Bria, et d'autre part, le départ des forces ougandaises et américaines du sud-est du pays, qui assuraient la sécurisation des convois des transports venant des pays voisins.

Face à cette situation, à défaut d'une amélioration de la situation sur le terrain, la question fera l'objet de concertation avec le Gouvernement, avec la possibilité éventuelle de revoir les localités d'intervention.

Par ailleurs, il est à souligner que la cible quantitative en termes de nombre de bâtiments administratifs à réhabiliter (25) ne pourra pas être atteinte, en raison de la forte sous-évaluation des coûts de réhabilitation. La forte dégradation des infrastructures, l'éloignement et les difficultés d'accès des zones d'intervention, auxquels il faut ajouter l'insécurité ambiante sur le terrain, rendent particulièrement difficiles et onéreux les travaux de réhabilitation et d'équipement. A cela s'ajoute le fait que le gap de financement du projet (920.000 USD) n'a pas été comblé).

Description du résultat 2: Une protection plus renforcée des populations favorise la reprise économique, sociale et des services publics, grâce à la restauration et le renforcement des services de sécurité (police et gendarmerie) au niveau préfectoral

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Produit 2.1:

La formation des élément est prévue début 2018.

Produit 2.2:

- La réhabilitation de 7 unités des FSI a été lancée en Avril 2017. A ce jour, 3 unités ont fait l'objet de réception et 3 autres entièrement réhabilitées et seront livrées dans les semaines à venir. Quant à la 7ème unité, elle devra être achevée d'ici fin 2017.

- En particulier, après la libération de la ville de Bambari par la MINUSCA début 2017, le projet a assuré la réhabilitation du Commissariat de police et la compagnie de gendarmerie, contribuant ainsi de manière décisive aux conditions de déploiement à Bambari de 30 policiers et 60 gendarmes. Ces acquis seront consolidés et renforcés par le nouveau projet RESA de Bambari, avec la prise en charge d'autres ifrastructures (unités FSI, bâtiments administratifs et infrastructures économiques prioritaires);

Produit 2.3:

- Pour renforcer leurs capacités logistiques, 3 véhicules pick-up sont commandés et seront livrés d'ici la fin de l'année ;

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

Les avancées les plus tangibles ont été enregistrées à Bambari, ville qui a été occupée par les groupes armés depuis la crise de 2013 (la plupart des édifices publics, y compris le Commissariat de police, étaient occupés par les groupes). Suite à la libération de la ville restauration de la ville en février 2017, dans le cadre du plan de restauration de l'autorité de l'Etat à Bambari, le Gouvernement y a déployé près d'une centaine d'éléments des FSI ; mais faute d'infrastructures d'accueil, de manière exceptionnelle, la MINUSCA a accepté de les

accueillir dans leurs camps pour une période de 6 mois (jusqu'au 31 Août 2017). Dans l'intervalle, le projet a fait diligence pour réhabiliter le Commissariat de police et la compagnie de gendarmerie, qui sont aujourd'hui opérationnels et à la disposition des structures concernées.

Dans le même esprit, la brigade territoriale de Bossembélé a été entièrement réhabilitée et mise à la disposition de la gendarmerie. Aussi, la brigade de recherche et le commissariat de police de Berberati ainsi que la brigade territoriale de Bouar seront livrés dans les semaines à venir.

En complémentarité et synergie avec les interventions en cours d'autres projets et/ou partenaires (recrutement et formation de nouveaux éléments de FSI, appuis techniques et institutionnels à la réforme du secteur), le projet participe ainsi à l'effort commun en cours pour la stabilisation du pays et la restauration de l'autorité de l'Etat.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Dans l'ensemble, l'exécution des activités liées au résultat 2 sera menée à son terme d'ici la date prévue pour la clôture du projet (30 Avril 2018).

Il est à souligner que, contrairement à ce qui a été prévu dans le document de projet, aucune intervention n'a été entreprise à Bria. Dès les premières concertations en Septembre 2016 avec UNPOL et les directions générales de la police et de la gendarmerie, il a été retenu qu'avec la forte présence des groupes armés et leur hostilité vis-à-vis des FSI, il n'était pas indiqué d'entreprendre de telles interventions pour le moment, tant à Bria qu'à Bambari. D'où la décision commune qui a été prise d'orienter les interventions vers Bossembélé, Berberati, Bouar, Bozoum et Beloko, avant que la ville de Bambari ne soit libérée en début d'année, et tenant compte des interventions déjà entreprises sur le terrain par d'autres acteurs comme la MINUSCA.

Description du résultat 3: Une réactivité et une responsabilisation accrues de l'administration locale aux besoins de ses citoyens

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en décalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Produit 1.1:

- La préparation d'un guide de formation avec l'appui conjoint du projet et de la MINUSCA. Axé sur la gestion du développement, la gouvernance locale et la prévention / gestion des conflits, ce guide traite de plusieurs thématiques dont : la restauration de l'autorité de l'Etat au niveau local, le management des services publics, le rapport entre autorités administratives et FDS, l'élaboration de plans de développement local, et la culture de la paix et de la cohésion sociale.

- L'organisation d'une série de formation à Obo, Birao et Bambari, avec un total de 64 cadres formés; et

Produit 3.2: Des concertations ont été engagées avec les partenaires nationaux en vue de l'élaboration de plans de développements locaux dans certaines collectivités où le contexte sécuritaire semble favorable (Bambari, Ndele, Birao etc.). Le processus devra être lancé sur le terrain d'ici la fin de l'année;

Produit 3.3:

- L'amorce du dialogue pour la stabilisation de la ville de Bangassou.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

Dans le contexte du moment de la RCA, marqué par des défis majeurs sur le terrain (gestion des conflits et des problèmes de cohésion sociale, réponse aux immenses demandes pressantes de la population, besoin de restauration de l'autorité de l'Etat etc.), le renforcement des capacités et la responsabilisation des acteurs locaux constituent un enjeu central. A cet égard, les actions déjà entreprises (formation des 16 Préfets et 71 sous-Préfets, développement des outils et lancement d'un plan de formation des cadres et responsables au niveau déconcentré et décentralisé) constituent une bonne base ; qui sera consolidée dans les mois à venir. S'inscrit dans le même cadre le processus qui vient d'être amorcé à Bangassou à travers un engagement conjoint du PNUD et de la MINUSCA pour favoriser le dialogue entre les différents acteurs et entreprendre des actions concrètes susceptibles de mobiliser les jeunes et créer une dynamique de paix et de relèvement portée par les acteurs locaux.

Par ailleurs, dans la perspective d'une nouvelle dynamique de développement local, le projet ARAT-RSE, sur la base de ses acquis, a contribué à la préparation d'un programme conjoint SNU, comme réponse collective et intégrée au défi du relèvement.

Ledit programme aura pour ambition de contribuer au renforcement des communes et d'accompagner le relèvement local d'une manière inclusive et équitable. S'inscrivant dans le cadre de la politique entreprise par le Gouvernement en matière de décentralisation, le programme est centré sur le développement des capacités institutionnelles des administrations communales et déconcentrées, la préparation et la mise en œuvre des plans de développement locaux de manière participative et inclusive, et le renforcement de la paix et de la cohésion sociale. Il est prévu pour une durée de 5 ans avec une enveloppe budgétaire d'environ 118 millions USD. Le document de programme vient d'être signé avec le Gouvernement; mais l'essentiel du financement reste à mobiliser.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Outre le démarrage tardif du projet, force est d'admettre que la réalité reste très difficile. D'une façon générale, le contexte sécuritaire s'est nettement détérioré dans l'Est du pays, principale zone d'intervention du projet. Plusieurs localités qui étaient restées jusque-là stables, même au plus fort de la crise de 2013 (Bangassou, Zémio, Obo etc.) ont basculé dans la spirale des violences ou de tensions intercommunautaires. A cela s'ajoutent les fortes difficultés liées aux déplacements à l'intérieur du pays (problèmes de places ou annulation de

vols aériens - unique moyen de déplacement à l'intérieur du pays), qui obligent souvent de reporter plus de 3 fois des missions à l'intérieur du pays. Pour toutes ces raisons, la mise en place des PDL pas encore effective.

Toutefois, les mois à venir seront mis à profit pour accompagner certaines communes dans la préparation et la mise en place de cadre de planification. A cet effet, tenant compte de la situation sécuritaire, l'intervention sera limitée aux communes des zones relativement stables (Ndelé, Birao, Bambari et Obo). Les concertations sont déjà engagées avec le Ministère concerné et les acteurs sur le terrain (collectivités locales, partenaires de la MINUSCA). Pour accélérer le processus, les mesures prévues sont: (i) combinaison des missions de formation (Résultat 3) et appui à la préparation des PDL et (ii) synergie d'efforts avec le bureau du PNUD à Bambari et les bureaux de la MINUSCA sur le terrain.

Description du résultat 4: L'accès plus accru à l'emploi et autres moyens de subsistance permet des améliorations tangibles et substantielles pour les populations et sont facteurs de confiance et de stabilité à moyen et long terme.

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en décalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Produit 4.1:

- Les comités locaux de développement, qui assurent en même temps l'examen des projets AGR, sont informés et sensibilisés sur les enjeux et approches de relèvement socio-économiques. Dynamique qui sera renforcé dans le cadre de la mise en place des PDL;

Produit 4.2:

- Le projet a assuré l'aménagement partiel du marché de Yaloké (construction d'étals et 4 latrines pour les femmes).

Produit 4.3:

- 112 groupements constitués de 2.664 membres (dont 56% de femmes) ont déjà bénéficié de l'appui financier du projet à Kaga-Bandoro, Obo et Birao. 150 autres groupements sont identifiés à Obo, Birao, Bamingui, Ndélé, Grimari, Kouango, Mbrès et Bangassou et le processus est en cours pour leur lancement.

- 300 ménages identifiés à Bambari en vue d'un appui imminent à la relance des AGR, et

- Tous les chantiers de réhabilitation d'édifices en cours sont exécutés avec l'approche de relance de l'emploi et de l'économie locale : 7.371 H/J emplois créés.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

En dépit des contraintes du terrain, d'importantes avancées ont été enregistrées. Tout d'abord, suite aux missions d'informations et de sensibilisation sur le terrain, le projet a suscité beaucoup d'intérêts, qui se traduisent par la soumission aux comités locaux d'examen des projets plusieurs centaines d'initiatives portées par des groupements et/ou associations et axées sur le développement des activités génératrices de revenus ou la réalisation

d'infrastructures communautaires suivant l'approche HIMO. Rien qu'à Bangassou, avant la flambée des violences dans la zone à partir d'Avril/Mai 2017, plus d'une centaine de propositions de projets avaient été présentées ainsi que 5 projets THIMO, incluant notamment la réhabilitation de quelques ouvrages de franchissement.

Sur cette base, une réelle dynamique de développement d'activités génératrices de revenus a été enclenchée (plus de 100 projets lancés), même s'il est encore prématuré d'évaluer les performances sur le terrain. En outre, pour favoriser la réussite de ces projets, 268 membres des groupements ont été formés à Bamabri, Obo, Birao et à Kaga Bandoro) sur l'employabilité et la comptabilité simplifiée. A cela s'ajoute les activités de suivi assurés sur le terrain par les VNU nationaux et des ONG locales mobilisées à cet effet.

Par ailleurs, 150 autres projets AGR et une dizaine de projets THIMO ont été sélectionnés en vue d'être lancés d'ici la fin de l'année ainsi que 300 ménages devant bénéficier d'assistance pour la relance de leurs activités. Le lancement de ces nouveaux projets sera également l'occasion pour la coordination du projet d'effectuer quelques visites de terrain afin de mieux évaluer les progrès enregistrés et les leçons à en tirer pour les interventions à venir.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Tout comme pour le résultat 3, le rythme des progrès a été fortement affecté par le contexte dans les zones d'intervention (flambée des violences dans plusieurs localités depuis Avril/Mai 2017, contraintes liées aux déplacements sur le terrain). A Bangassou par exemple, suite à une mission d'évaluation organisée en février 2017, les premiers groupements et projets THIMO devaient initialement être lancés entre fin Mars et début Avril 2017.

Une autre contrainte majeure est l'absence totale de système financier dans toutes les zones d'intervention du projet ; ce qui limite les possibilités de transfert de ressources en faveur des porteurs de projets et alourdit pour l'équipe du projet ARAT les contraintes liées au financement des activités sur le terrain.

Pour alléger ces contraintes sur l'ensemble des projets intervenant sur le terrain, le bureau du PNUD envisage de conduire une cartographie des ONG évoluant au niveau local afin d'en faire, à partir de début 2018, des partenaires clefs pour la mise en œuvre des projets.

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>Les principales références factuelles disponibles sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'enquête sur l'état des lieux du redéploiement de l'Administration + la base de données - Guide de formation des cadres et responsables de l'Administration territoriale, qui a été validé en Mai 2017 - Rapports d'exécution des contrats de réhabilitation des édifices
--	---

	<p>publics, avec des photos d'illustration des différentes réalisations.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Document de stratégie de restauration de l'autorité de l'Etat, accompagné de la feuille de route pour la mise en oeuvre de la stratégie; - Différents rapports de missions sur le terrain
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Une action majeure et urgente soutenue par le projet a été l'appui à l'élaboration du Plan de restauration de l'autorité de l'Etat à Bambari, comme contribution au Plan de Stabilisation immédiate de Bambari. Cela a contribué à une forte mobilisation des différents partenaires autour des priorités de Bambari et à l'amorce d'une dynamique de restauration de l'autorité de l'Etat dans la localité. La mise en place du projet RESA de Bambari sur financement du PBF, qui s'inscrit dans la dynamique de mise en oeuvre dudit plan, permettra de consolider les acquis de ARAT-RSE dans la localité. Par ailleurs, le projet a contribué à la préparation du Programme conjoint SNU d'appui au développement local, qui vient d'être signé avec le Gouvernement.</p>
<p><u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Outre le Plan de restauration de l'autorité de l'Etat à Bambari, le projet a contribué à deux initiatives majeures qui devraient se traduire par des dynamiques fortes de mobilisation des différents partenaires. Ce sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élaboration de la stratégie nationale de restauration de l'autorité de l'Etat, qui devra faire l'objet d'un soutien de la part des partenaires, et - l'élaboration du programme conjoint d'appui au développement local, qui devra constituer un instrument clef pour la consolidation de la paix en RCA.
<p><u>Gestion de risques/innovation:</u> Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Sans conteste, le projet a entrepris des activités à risques élevés, du fait de la situation sécuritaire dans les principales zones d'interventions. Mais, justement, la raison d'être du projet était de contribuer aux conditions d'un retour à la paix et à la stabilité dans ces zones difficiles, jusque-là peu bénéficiaires des interventions publiques et des partenaires.</p> <p>Parmi les résultats obtenus, il convient de citer: (i) la redynamisation progressive de l'Administration dans certaines localités, (ii) plus de 100 micro-projets d'AGR lancés sur le terrain, (iii) l'impact sur l'économie locale des projets de réhabilitation, en termes d'emplois à court terme créés et de ressources injectées au sein de l'économie locale.</p> <p>A cela s'ajoute l'espoir suscité pour de nombreux jeunes et femmes des localités concernées.</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes:</u> La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en oeuvre du projet? Expliquer brièvement.</p>	<p>La parité entre les sexes fixée pour le projet demeure valable. Nous ne sommes pas encore à l'étape de bilan, mais la dimension genre reste bien suivie dans l'identification et le suivi des initiatives sur le terrain. A titre d'illustration, les groupements financés par le projet sont constitués de femmes à hauteur de 56%, contre 44% d'hommes.</p>

(1 500 lettres maximum)

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 La reprise rapide des fonctions de gouvernance locale est effective et favorise la stabilité et le relèvement des communautés	Indicateur 1.1 Nbre de personnels de l'Administration du territoire des zones prioritaires redéployés, qui sont à leurs postes et effectivement rémunérés	13 préfets ; 12 secrétaires généraux préfetures ; 21 sous-préfets et 21 secrétaires sous-préfetures	16 préfets ; 16 secrétaires généraux préfetures ; 35 sous-préfets et 35 secrétaires sous-préfetures	1 préfet et 1 SG de préfetures redéployés. Le déploiement et l'installation des nouveaux Préfets et sous-Préfets nouvellement nommés sont attendus avant la fin 2017	Dans la période d'août-Septembre 2017, la quasi totalité des Préfets et sous-Préfets ont été remplacés. Ils ont tous été formés avec la contribution du projet et sont en attente d'être déployés.	
	Indicateur 1.2 Nbre de bâtiments administratifs de l'Administration du territoire dans les zones prioritaires réhabilités et équipés	0 bâtiments	25 bâtiments réhabilités / équipés	Réhabilitation de 3 bâtiments quasiment achevée à Bangassou; 2 bâtiments en cours de réhabilitation et 2 autres en cours d'équipement à Birao; Légère réhabilitation de 2 bâtiments à Kaga-bandoro	En raison de la situation sécuritaire, les travaux de réhabilitation à Bria et à Obo, initialement prévus à partir de Mai 2017, n'ont pas encore démarré	Cible à rectifier lors du prochain Comité de pilotage
Produit 1.1 Les capacités	Indicateur 1.1.1 La Commission	0	Au moins 2 réunions / trimestre	3 réunions de la CNRAP depuis		

nationales de coordination et de suivi du redéploiement des agents publics sont renforcées	Retour organisé se réunit régulièrement et produit des analyses et des avis-conseils		sanctionnées par des avis/ propositions et des conclusions de suivi du redéploiement	septembre dont 1 sous la présidence du Ministre. Une autre organisée le 23 Sept. avec le Ministre, le DP du PNUD et Chef Civil Affaires MINUSCA. 10 réunion du secrétariat Technique et 10 réunion des CPRAP dans les zones du projet		
	Indicateur 1.1.2 Tableau de bord de suivi de présence des FAE est finalisé/mis à jour régulièrement	0	1 tableau de bord mis en place et régulièrement mis à jour	Le Tableau de bord de suivi a été élaboré et les données sont disponibles pour les zones d'intervention du projet		
Produit 1.2 Les bâtiments prioritaires des services publics préfectoraux et sous-préfectoraux sont réhabili-	Indicateur 1.2.1 Nombre de bâtiments réhabilités	0 bâtiments préfectoraux 0 bâtiments sous-préfectoraux	10 bâtiments préfectoraux, et 15 bâtiments sous-préfectoraux	Réhabilitation de 3 bâtiments quasiment achevée à Bangassou; 2 bâtiments en cours de réhabilitation à Birao; Légère réhabilitation de 2 bâtiments à Kaga-bandoro	En raison de la situation sécuritaire, les travaux de réhabilitation à Bria et à Obo, initialement prévus à partir de Mai 2017, n'ont pas encore démarré	Cible à rectifier lors du prochain Comité de pilotage
	Indicateur 1.2.2	0 bâtiments	10 bâtiments	2	Activité en attente de la fin	

tés et équipés	Nombre de bâtiments équipés et fonctionnels	préfectoraux 0 bâtiments sous-préfectoraux	préfectoraux 15 bâtiments sous-préfectoraux	Des appuis en fournitures de bureau ont été fait à la CNRAP ainsi que la dotation en ordinateurs (2) de bureau, 6 ordinateurs et les mobiliers de bureau ont été acquis pour les services déconcentrés de Biraou, leur acheminement est en cours	des réhabilitation	
Produit 1.3 La coordination territoriale de la fourniture des services publics essentiels est systématisée, professionnalisée et inclusive	Indicateur 1.3.1 Nombre de Comités préfectoraux et sous-préfectoraux produisant les résultats escomptés fonctionnels	0 Comités préfectoraux 0 Comités sous-préfectoraux	5 Comités préfectoraux 16 Comités sous-préfectoraux	5 comités préfectoraux (Bambari, Kaga Bandoro, Ndélé, Obo) sont actuellement fonctionnels et bénéficient de l'appui des VNU nationaux déployés	Bangassou et Bria restent non opérationnels à cause de l'insécurité	
	Indicateur 1.3.2 Nbre de Tables de concertation se réunissant régulièrement dans chaque préfecture	0	Au moins deux tables par préfecture ciblée pendant la durée du projet	0	La tenue de ces tables rondes est planifiée en lien avec la préparation des plans de développement locaux (processus en cours de préparation), avec vocation de servir de plate-	

					forme de concertation sur les priorités des populations. Les premières tables rondes sont envisagées d'ici la fin 2017.	
Résultat 2 Une protection plus renforcée des populations favorise la reprise économique, sociale et des services publics, grâce à la restauration et le renforcement des services de sécurité au niveau préfectoral	Indicateur 2.1 Nbre de policiers et gendarmes formés et redéployés au niveau préfectoral	0 policiers 0 gendarmes	500 policiers 500 gendarmes	0	Les concertations sont engagées avec les services concernés pour l'identification des besoins en formation et des cadres à former Activité prévue début 2018	
	Indicateur 2.2 Nbre de commissariats et brigades de gendarmerie dans les zones prioritaires réhabilités et équipés, y compris en moyens de communication	8 Commissariats à Bangui et 0 ailleurs, et 3 brigades à Bangui et 0 hors Bangui	Hors Bangui : 5 Commissariats de police, et 5 brigades de gendarmerie	3 (2 gendarmeries + 1 commissariat) réhabilités et opérationnels, et 3 autres (Berberati et Bouar) en attente de réception provisoire Celle de Bozoum en instance de démarrage.		
Produit 2.1 Les agents de la police et	Indicateur 2.1.1 Nombre d'agents de sécurité formés	0 policiers 0 gendarmes	500 policiers 500 gendarmes	0	Contexte électoral / démarrage tardif du projet	

de la gendarmerie sont formés et redéployés dans toutes les préfectures	et redéployés					
	Indicateur 2.1.2 Tableau de bord de suivi de présence des agents est finalisé/régulièrement mis à jour	0	1 tableau de bord mis en place et régulièrement mis à jour	0	Reporté en début 2018	
Produit 2.2 Les bâtiments prioritaires des services de la police et de la gendarmerie au niveau préfectoral sont réhabilités	Indicateur 2.2.1 Nbre de bâtiments réhabilités / reconstruits	0 bâtiments (hors Bangui)	Hors Bangui: 5 Commissariats de police 5 brigades de gendarmerie	3 Mais 2 autres bâtiments en cours de réhabilitation et 1 non encore commencé	Contexte électoral / insécurité et multiplications des tensions et affrontements armés / démarrage tardif du projet	
	Indicateur 2.2.2 Nombre de bâtiments équipés	0	5 Commissariats de police 5 brigades de gendarmerie	0	Les besoins en cours d'évaluation	
Produit 2.3 Les services de sécurité au niveau préfectoral disposent des moyens nécessaires	Indicateur 2.3.1 Nbre d'unités disposant de moyens logistiques, bureautiques et de communication	0 (hors Bangui)	5 Commissariats de police 5 brigades de gendarmerie	3	véhicules pick-up attendus à Bangui début décembre pour les unités de police et gendarmerie	
	Indicateur 2.3.2 Existence de	0	Un cadre de concertation et de	0	Reporté en début 2018	

pour accomplir leur mission	dispositif de coordination entre la police et la gendarmerie		coordination, horizontal et vertical, mis en place et rendu opérationnel			
Résultat 3 Une réactivité et une responsabilisation accrues de l'administration locale aux besoins de ses citoyens	Indicateur 3.1 Nbre de collectivités ayant mis en place de cadres opérationnels de concertation et de coordination inclusifs et participatifs	0	16	0	Les outils ont été préparés à temps, mais la dégradation du contexte sécuritaire et les difficultés opérationnelles sur le terrain ont amené le projet à privilégier d'abord le redéploiement de l'Admin., la formation des cadres sur le terrain et les THIMO/AGR (effets immédiats pour la population).	
	Indicateur 3.2 % d'entités de gouvernement local mettant en œuvre des plans d'investissement ou plans locaux de développement	ND	70%	0	Idem (voir point précédent)	
Produit 3.1 Les capacités des acteurs locaux en planification,	Indicateur 3.1.1 Nombre d'acteurs (hommes et femmes) formés	0	500 (30% de femmes et 70% hommes)	81 cadres et agents de l'Etat (dont 12 femmes)	Activités reportées en 2017 du fait du démarrage tardif du projet	
	Indicateur 3.1.2	0	3 au minimum	4 (avec l'appui de la		

coordination et gestion stratégique du développement sont renforcées	Nombre d'outils de formation mis à disposition			MINUSCA, des guides de formation sont déjà préparés sur : (i) le management des services publics, (ii) l'élaboration du Plan communal de développement, (iii) les finances locales et (iv) le S/E de projets et programmes de développement		
Produit 3.2 Les outils et les mécanismes de coordination et de suivi sont mis en place dans les 16 chefs-lieux des préfectures	Indicateur 3.2.1 Nbre de collectivités engagées dans le processus	0	16 au minimum (chefs-lieux)	0 Pas d'engagement formel, mais concertations déjà engagées avec certaines collectivités	Démarrage tardif des activités, dégradation de la situation sécuritaire. Planifié pour les mois à venir dans les localités jugées favorables.	Cible pourrait être révisée lors du Comité de pilotage
	Indicateur 3.2.2 Nbre collectivités ayant préparé /adopté les outils de planification et gestion du développement local	0	16 au minimum	0	Démarrage tardif des activités, dégradation de la situation sécuritaire. Planifié pour les mois à venir dans les localités jugées favorables..	Cible pourrait être révisée lors du Comité de pilotage
Produit 3.3 Les façons de penser, attitudes,	Indicateur 3.3.1 Nombre de participants (femmes et	0	1000 personnes (femmes : 40% ; Hommes : 60%)	151 soit 16 nouveaux préfets (dont 2 femmes) et 71 sous-	Démarrage tardif des activités	

comportements et compétences du plus grand nombre possible sont positivement transformés par rapport à la citoyenneté, culture de la paix, tolérance et l'inclusion des minorités et femmes dans la gestion des affaires publiques locales	hommes) aux formations			préfets (dont 7 femmes), 64 cadres des administrations déconcentré formés à Bambari, Obo et Birao ()		
	Indicateur 3.3.2 Niveau de perception que la violence est un moyen légitime ou efficace de résolution des conflits	SO	20% au maximum	Un guide formation sur la prévention et la gestion des conflits. Ce module sera intégré dans le plan de formation prévu en 2018		
Résultat 4 L'accès plus accru à l'emploi et autres moyens de subsistance permet des améliorations tangibles et	Indicateur 4.1 % des ménages / de groupements jugeant positif l'impact du projet ARAT sur leurs moyens de subsistance (désagrégé par âge/sexe)	SO	70% minimum		A évaluer en 2018	
	Indicateur 4.2	SO	70% minimum		A évaluer en 2018	

substantielles pour les populations et sont facteurs de confiance et de stabilité à moyen et long terme.	Variation (%) entre le niveau de revenus/production avant et après le projet, / individu ménage et groupement appuyé par le projet (désagrégé / sexe)					
Produit 4.1 Les capacités des acteurs locaux pour la gestion du relèvement économique rapide sont renforcées	Indicateur 4.1.1 Nombre de collectivités engagées pour la révitalisation socio-économique	0	16	Neuf (9) collectivités engagées, avec des comités locaux d'examens et de suivi des activités du projet ARAT-RSE mis en place. Quatre de ces collectivités bénéficient déjà du soutien financier du projet; et les 5 autres devront en bénéficier dans les mois à venir.		
	Indicateur 4.1.2 Nombre d'acteurs sensibilisés sur l'urgence, les enjeux/défis de la relance socio-économique (désa-	0	1000 (femmes : 40% ; Hommes : 60%)	299 membres de groupements (dont 95 femmes) formés sur l'employabilité et la comptabilité simplifiée (Bamabri, Obo, Birao, Kaga	Démarrage tardif des activités du projet	

	grégé par sexe)			Bandoro)		
Produit 4.2 L'emploi, notamment celui des jeunes est promu à travers la réhabilitation / entretien des infrastructures communautaires	Indicateur 4.2.1 Nombre d'emplois temporaires créés (désagrégé par sexe et par âge)	0	3.000 (40% femmes et 30% d'hommes)	178 emplois temporaires déjà créés (essentiellement des emplois masculins) et 726 autres ciblés à Bangassou et Kaga-Bandoro d'ici le début de l'année 2018. Pour les nouveaux projets, un accent particulier sera accordé aux femmes.	Avant le démarrage des travaux sur le terrain en Avril 2017, un long processus consacré à la phase préparatoire. Mais, les progrès pourraient s'accélérer rapidement avec les réhabilitations et autres projets THIMO en cours. Par ailleurs, il est à noter que la cible fixée reste largement surévaluée	
	Indicateur 4.2.2 Nbre de jours de travail (équivalents H/J) créés (désagrégé/ sexe)	0	120.000	8.327 H/J de travail enregistrés, principalement dans le cadre de la réhabilitation des infrastructures administratives (emplois essentiellement masculins, liés à la nature des travaux).	Idem (voir point précédent)	Cible devant être revue lors du prochain Comité de pilotage.
Produit 4.3 Les moyens de subsistance des communauté	Indicateur 4.3.1 Nbre de ménages ayant bénéficié d'un appui à la relance de leurs	0	2.300 (femmes : 40% ; Hommes : 60%)	0	300 ménages identifiés à Bambari et en attente d'être lancés d'ici fin 2017	

<p>s les plus affectées par le conflit sont revitalisés et renforcés à travers la relance des AGR</p>	<p>activités socio-économiques (désagrégé / sexe)</p> <p>Indicateur 4.3.2 Nbre de groupements constitués ou appuyés en vue des AGR / Nbre de membres concernés (désagrégé/âge et sexe)</p>	<p>0</p>	<p>250 / 2.000 au minimum (femmes: 40% ; Hommes : 60%)</p>	<p>134 groupements pour un total de 2.252 membres (dont 58% de femmes) déjà appuyés à Kaga Bandoro, Bambari, Obo et Birao. 150 autres sont identifiés et le processus est en cours (Obo, Birao, Bamingui, Ndélé, Grimari, Kouango, Mbrès, Bangassou)</p>		
---	--	----------	--	--	--	--

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	Le projet demeure très pertinent comme outil d'appui à la stabilisation et à la restauration de l'autorité de l'Etat dans un contexte particulièrement difficile. En particulier, les missions de concertations organisées sur le terrain ont permis de mieux appréhender l'ampleur des défis pour restaurer une administration fonctionnelle au service des populations. Au-delà des conséquences des violences de ces dernières années, le pays doit gérer celles d'au moins 3 décennies d'absence de l'Etat, avec tout ce que cela engendre en termes de rupture des services publics (éducation, santé, sécurité, routes etc.) et de contrat social entre l'Etat et la population ;
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	Si le projet demeure pertinent, les conditions de mise en œuvre sont plus que difficile, particulièrement dans les régions de l'Est du pays. Outre l'insécurité, le degré d'enclavement (impossibilité d'accès par routes) et l'absence de mécanismes de transfert des salaires au lieu d'affectation, auxquels il faut ajouter les conditions de vie et de travail des fonctionnaires et agents de l'Etat, constituent des contraintes majeures pour la mise en oeuvre des activités planifiées et le déploiement et la stabilisation des fonctionnaires dans leurs lieux d'affectation.
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	Même si l'envergure du projet reste limitée par rapport à l'immensité des besoins, l'impact pour les bénéficiaires pourrait s'avérer vital. A titre d'illustration, pour des préfectures éloignées et enclavées qui n'avaient aucun médecin, la mise à disposition de 1 ou 2 médecins constitue un changement positif de taille. A l'arrivée à Birao en septembre 2016 de la première mission d'identification des interventions prioritaires, les populations et autorités locales ont déclaré : « nous sommes heureux que le Gouvernement ait pu penser à nous cette fois-ci. Cela faisait très longtemps que nous n'avons pas eu un tel privilège ». Enfin, bien que relativement limitées, les ressources injectées au sein des communautés locales sont considérables par rapport au marché local et aux capacités financières des bénéficiaires.
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

Exemples à partager en 2018.

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: en décalage

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Le niveau d'exécution des dépenses est conforme à l'état d'avancement des activités

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.⁵

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1: Les services déconcentrés de l'Administration du territoire disposent des ressources humaines et des moyens matériels pour accomplir leur mission					
Produit 1.1	Les capacités nationales de coordination et de suivi du redéploiement des agents publics sur tout le territoire de la RCA sont renforcées				
Produit 1.2	Les bâtiments prioritaires des services locaux de l'Administration publique sont réhabilités et équipés				
Produit 1.3	La coordination territoriale de la fourniture des services publics essentiels est systématisée, professionnalisée				

⁵ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

	et inclusive				
Résultat 2: Les services de sécurité (police et gendarmerie) au niveau préfectoral sont restaurés et préparés pour accomplir leur mission de protection des populations					
Produit 2.1	Les agents de la police et de la gendarmerie sont formés et redéployés dans les préfectures				
Produit 2.2	Les bâtiments prioritaires des structures de la police et de la gendarmerie au niveau préfectoral sont réhabilités				
Produit 2.3	Les services de sécurité au niveau préfectoral disposent des moyens nécessaires pour accomplir leur mission				
Résultat 3: La condition pour une gouvernance locale et un développement local inclusif et participatif est établie dans les chefs-lieux de préfectures					
Produit 3.1	Les capacités des acteurs locaux (services déconcentrés et décentralisés, société civile) en matière de planification et de gestion du développement local sont renforcées				
Produit 3.2	Les outils et les mécanismes de planification, coordination et de gestion sont mis en place dans les 16 chefs-lieux des préfectures				
Produit 3.3	L'emploi, notamment celui des jeunes est	T			

	promu à travers la réhabilitation/entretien des infrastructures communautaires				
Résultat 4: Des progrès notables sont faits dans la stabilisation des moyens de subsistance des populations, notamment les plus vulnérables, et la revitalisation socio-économique des communautés locales					
Produit 4.1	Les capacités des acteurs locaux pour la gestion du relèvement économique rapide sont renforcées				
Produit 4.2	L'emploi, notamment celui des jeunes est promu à travers la réhabilitation/entretien des infrastructures communautaires (THIMO)				
Produit 4.3	Les moyens de subsistance des communautés les plus affectées par le conflit sont revitalisés et renforcés à travers la relance des AGR				
Totale:					

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (2 000 lettres maximum):

Dans un contexte de terrain particulièrement difficile (insécurité quasi-généralisée, de graves pénuries d'infrastructures de base), le partenariat rapproché entre le PNUD et la MINUSCA à travers ses bureaux de terrain a été vital pour la mise en oeuvre des activités sur le terrain. En particulier, les activités de terrain sont planifiées et exécutées grâce au soutien technique et logistique des bureaux de terrain de la MINUSCA, notamment la section Affaires civiles. En outre, plusieurs interventions sont assurées à travers un soutien conjoint du PNUD et de la

MINUSCA, aussi à Bangui que sur le terrain. C'est le cas en particulier de la préparation du guide de formation, de l'élaboration de la stratégie nationale de restauration de l'autorité de l'Etat et de la formation/déploiement des Préfets et sous-Préfets. Plus généralement, une forte coordination est assurée avec les autres partenaires impliqués dans le processus de relance de l'Administration et de restauration de l'autorité de l'Etat en RCA.

Par ailleurs, la mise en oeuvre du projet bénéficie d'une forte implication des services techniques des ministères en charge de la sécurité et de l'Administration du territoire ainsi que celle du BIT pour la promotion de l'emploi et le renforcement des capacités des acteurs sur le terrain.

Tenant compte du contexte du pays, un volet important du projet est axé sur le renforcement des capacités des différents acteurs, tant au niveau institutionnel que communautaire.

Enfin, le projet bénéficie d'un excellent soutien du Secrétariat du PBF, notamment en termes d'orientation sur les enjeux liés à la consolidation de la paix et la coordination entre les différents programmes et projets soutenus par le PBF.